

AVEC LES ÉTUDIANTS...

Le quartier Latin n'avait pas été «quadrillé» depuis un autre vendredi après-midi, le 29 novembre 1963. A peine trois mois c'était trop beau... Mais, cette fois, le dispositif a été mis en place plus tôt. Dès le jeudi soir 20 février, à 22h30 trois mille policiers (chiffre donné par *L'Aurore* du 21) cernaient la Sorbonne.

L'intimidation paie

Vendredi matin 21 février. La radio et les journaux: «*l'U.N.E.F. renonce à sa manifestation et prévoit un meeting de remplacement*»... Autrement dit: l'U.N.E.F. se dégonfle.

On connaît trop d'une part les problèmes qui se posent depuis des années à l'Université française, d'autre part les multiples pressions exercées sur les organisations étudiantes, pour ne pas regretter une telle décision. On peut se demander aussi pourquoi les organisations ouvrières, pourquoi les partis politiques n'ont pas «marché» avec les étudiants.

Il est vrai que *l'Humanité* du lendemain 22 a publié sous le titre: «*Une juste cause*», un éditorial très favorable. Mais c'était la veille ou l'avant-veille qu'il fallait publier un tel éditorial. C'était la veille ou l'avant-veille que les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C. et que les partis P.C.F., S.F.I.O., P.S.U. devaient dire aux étudiants: «*Nous sommes avec vous, grève de solidarité, etc...*».

Mais les étudiants ne devaient compter que sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur ce que certains ont appelé «*une minorité de syndicalo-terroristes*». Car, chez les étudiants comme partout ailleurs, il est triste de constater l'indifférence, la veulerie de la majorité.

Huis clos

Donc, vendredi après-midi, les ardoises accrochées aux entrées des stations de métro annonçaient: «*Odéon fermée momentanément*». Progrès: le 29 novembre, on avait fermé Odéon et Saint-Michel.

Le «*meeting de remplacement*» étant prévu pour 16h, j'arrive vers 15h30 à la Faculté des Sciences, Halle aux vins. Là aussi, toutes les portes sont closes: on a affiché un avis du vice-doyen Gauthier «*en raison des événements, etc...*». La Sorbonne fermée, ça ne suffisait pas.

Ainsi se trouve confirmée la crainte de l'U.N.E.F. qui terminait son communiqué nocturne: «*Si le pouvoir s'opposait à la réunion de ce meeting dans un lieu fermé, la preuve serait faite que ni la visite d'un Président étranger, ni le "maintien de l'ordre" ne constituent le prétexte réel à l'interdiction de manifestations d'étudiants.*»

En d'autres occasions, d'accord avec les étudiants, le Recteur et les doyens se sont fait, cette fois, les complices du gouvernement. Il faut espérer que les dirigeants des syndicats étudiants apprécieront comme elle le mérite cette trahison.

Des remous quand même

Des groupes d'étudiants désorientés vont et viennent, ignorant les flics qui les regardent de haut. Ça bouillonne, sous les képis. «*Tu t'rends compte*, dit l'un à son compère, *il faudrait leur dire Monsieur!*».

Rue Jussieu, un employé des services municipaux s'efforce de recouvrir les multiples inscriptions murales. Une grande, en rouge, est encore lisible: «*Fouchet interdit à la Sorbonne, manif. le 21*».

Vers 16 h., je parviens au carrefour Saint-Michel-rue des Écoles. Là, des barrières empêchent d'atteindre la Sorbonne. Quand arrivent Segni et Fouchet, les «curieux» jusqu'alors silencieux, massés derrière les barrières, scandent: «*Fouchet, démission!*». Certains journaux ont noté des pancartes; je n'ai pas vu de pancartes. Par contre, j'ai entendu quelques cris encore que timides: «*Gestapo*» et «*Charonne*» qui déplurent particulièrement à quelques gradés au sinistre uniforme noir et à quelques civils reconnaissables. A ce moment, ils nous font dégager brutalement en manœuvrant les barrières, de manière à nous coincer. On se bouscule, on s'écrase. Les plus hargneux des flics, certains en civil, en profitent pour placer de méchants coups de poing. Le groupe se replie sur la rue Racine où il est encore repoussé par des gendarmes mobiles.

Pendant ce temps, sur la rive droite, des groupes plus importants se rejoignent au carrefour Châteaudun venant de la gare du Nord et de Saint-Lazare. *Le Figaro* du 22 évalue le total à deux milles. Près de la Trinité, le cortège est pris à revers par les flics alertés, la matraque haute. «*Plusieurs étudiants et étudiantes roulent au sol; un reporter cinéaste est frappé par un policier*» (1). Boulevard Haussmann, rue Tronchet, six cents flics donnent la chasse aux manifestants. «*Des passants ayant pris fait et cause pour les manifestants sont frappés à coup de pèlerine...*». Dans les rues voisines «de nouveau les passants, nombreux à cette heure, expriment leur indignation devant la brutalité dont font preuve les représentants de l'ordre. Un témoin, capitaine de gendarmerie en retraite, est même poussé de force dans un fourgon, mais il sera relâché quelques instants plus tard».

Bilan: 163 arrestations et quelques blessés.

Ce n'est pas fini

Sur les 163 arrêtés le vendredi soir, 22 jeunes filles et trois moins de 16 ans ont été relâchés dans la nuit. Les autres ne devaient l'être que le samedi matin 22. Quatre ont été déférées au Parquet: deux (dont un de 16 ans) pour «*violences à agent*», deux pour «*offenses au chef de l'État*». Vingt et un étrangers sont menacés d'expulsion.

Dès le samedi après-midi, le premier, Christian Desobry, 21 ans, a été condamné à huit jours de prison ferme, malgré les dépositions d'un courageux professeur à la faculté des lettres et de Mousel, président de l'U.N.E.F.

C'est la première fois qu'une peine aussi sévère est prononcée contre un manifestant étudiant. Certes, le ministère de l'Intérieur avait prévenu, il était tout de même permis d'espérer.

Maintenant plusieurs organisations syndicales et associations d'étudiants protestent ou assurent l'U.N.E.F. de leur solidarité. Ça fait une belle jambe au condamné. Encore une fois, c'est trop tard. La solidarité vient trop souvent après, elle ferait mieux de s'exprimer avant.

En tout cas, il faut le souhaiter, le quartier Latin n'a pas fini de faire parler de lui.

En guise de conclusion: Une simple notation à méditer: «*La Sorbonne, construite pour 2.000 Escholiers, en accueille 30.000*» (*Le Figaro*, 19-2-64).

Jean CLAUDE.

(1) Les citations suivantes ne sont pas de *L'Humanité* mais du *Figaro*.